

4. Cycle de productivité et emploi : retour sur les ajustements depuis la crise

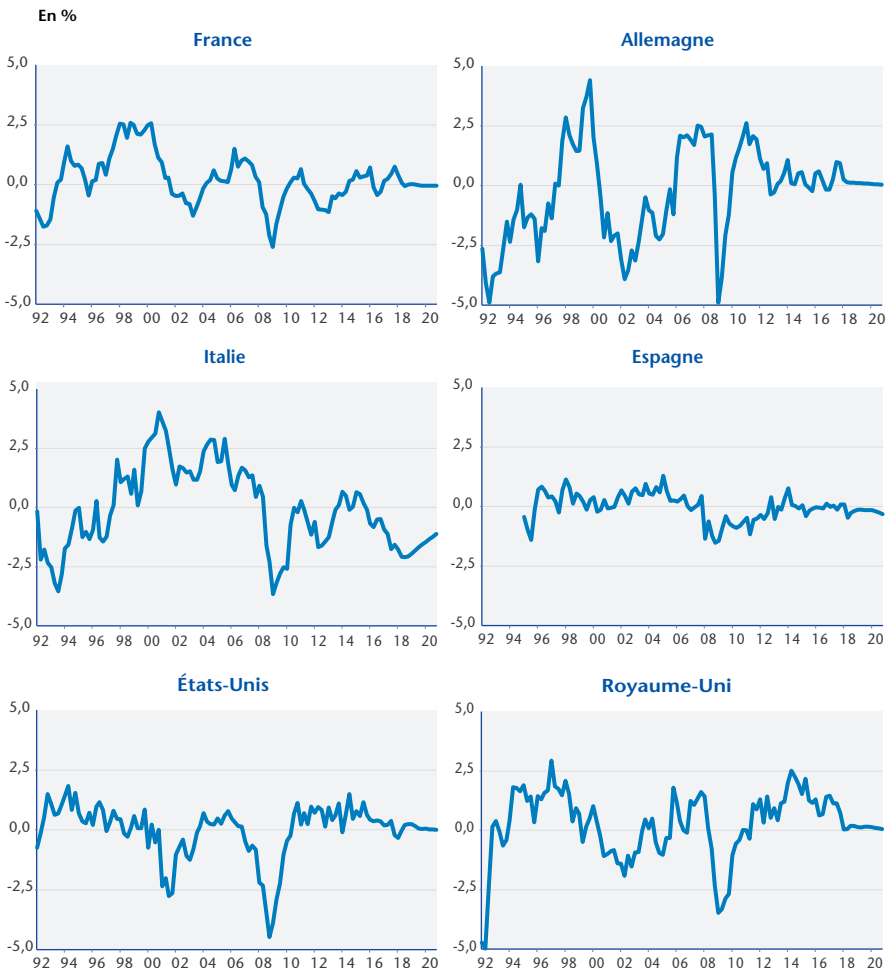
Notre analyse de l'emploi marchand pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis repose sur celle du cycle de productivité. De fait, les évolutions de l'emploi dépendent principalement de celle de l'activité économique, de l'évolution du coût du travail et de sa durée. À court terme toutefois, l'emploi peut augmenter plus (ou moins) vite relativement à l'activité économique selon que l'économie se situe en haut (en bas) du cycle de productivité, ce qui nécessite d'établir un diagnostic sur la productivité tendancielle et la position dans le cycle.

Plus précisément, en période de ralentissement conjoncturel (et symétriquement en période de reprise), les entreprises attendent généralement la confirmation de la baisse de l'activité (et symétriquement le redressement) avant de procéder à des réductions d'effectifs (et symétriquement des embauches), ce qui se traduit dans un premier temps par une dégradation des gains de productivité (et symétriquement une amélioration). Ce n'est que dans un second temps, quand la baisse (hausse) d'activité se confirme, qu'elles procèdent à des suppressions (créations) de postes ou à moins (plus) d'embauches. Le ralentissement (l'accélération) de l'activité se traduit d'abord par des pertes (gains) de productivité par rapport à la tendance de long terme, donc par le creusement du cycle de productivité, qui se rétablit progressivement, une fois passé le creux (pic) d'activité. Par ailleurs, les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois favorisent les créations d'emplois en ralentissant la progression de la productivité pour une progression de l'activité donnée.

Nous avons calculé le cycle de productivité horaire pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis (graphique 1). Au moment de la crise, la contraction de l'activité économique s'est traduite par une forte baisse de la productivité horaire par rapport à sa tendance dans les six pays. Le cycle s'est

ensuite refermé au bout de 6 à 8 trimestres. L'ajustement s'est fait principalement par l'emploi pour les États-Unis et l'Espagne, tandis que la France, l'Allemagne et l'Italie ont privilégié les ajustements internes. Par la suite, les cycles ont suivi deux mouvements différents, avec d'un côté la France, l'Espagne et l'Italie qui ont connu un nouveau creusement du cycle avec la crise de la zone euro et la rechute de la croissance à partir de la mi-2011. En revanche, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni ont connu un cycle de productivité légèrement positif sur l'ensemble à partir de 2011, les entreprises ajustant rapidement la main-d'œuvre à la progression de l'activité économique.

Graphique 1. Cycles de productivité



Source : Calculs et prévision OFCE 2017-2020, octobre 2018.

Au deuxième trimestre 2018, les cycles de productivité sont refermés, excepté pour l'Italie. Dans ce pays, les mesures de baisses ciblées du coût du travail qui accompagnent les réformes du marché du travail ont enrichi la croissance en emplois (et dont l'effet est ici répercuté sur la tendance de productivité pour -0,15 point par trimestre entre 2015 et 2016). En tenant compte, le cycle de productivité se serait toutefois creusé en 2016. Ce creusement du cycle de productivité peut s'expliquer pour partie par une croissance de l'activité économique plus lente qu'anticipée (1,0 % de croissance en 2016 contre 1,3 % anticipé dans le consensus fin 2015). Notons qu'en France et en Allemagne, la croissance soutenue au deuxième semestre 2017 s'est traduite par une croissance de la productivité plus rapide que sa tendance, le cycle de productivité devenant légèrement positif fin 2017 avant de se refermer au premier semestre 2018 avec le ralentissement de la croissance.

En prévision, la productivité horaire croîtrait au même rythme que celui de la productivité tendancielle en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, le cycle de productivité étant refermé au deuxième trimestre 2018. Le cycle de productivité se refermerait rapidement en Espagne, les ajustements sur le marché du travail espagnol étant généralement plus rapides en cas d'écart entre la productivité et sa tendance. *A contrario*, l'Italie refermerait très progressivement son cycle de productivité. Aux États-Unis, la productivité progresserait temporairement plus rapidement que sa tendance, en lien avec la forte croissance de l'activité prévue au deuxième semestre 2018.

En conséquence, l'emploi total progresserait en 2019-2020 à des rythmes plus faibles que ceux enregistrés en 2017-2018. En France, en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis, cela s'explique principalement par des taux de croissance prévus de l'activité économique plus faibles en moyenne sur la période 2019-2020 par rapport aux deux années précédentes. La contraction des contrats aidés et de l'emploi public renforcerait ce ralentissement des créations d'emploi pour la France. En Italie, la fermeture du cycle de productivité s'ajouterait à un rythme de croissance moyen de l'activité également plus faible en prévision que la moyenne 2017-2018. Toutefois, le taux de croissance tendanciel de la productivité retenu en prévision étant égal à 0 et la croissance de l'activité supérieure à celle de la population active, la fermeture du cycle s'accompagne de création d'emplois. Au Royaume-Uni, le cycle de productivité étant désormais refermé, la croissance serait moins riche en emplois à l'horizon de notre prévision.

Des évolutions différenciées du marché du travail

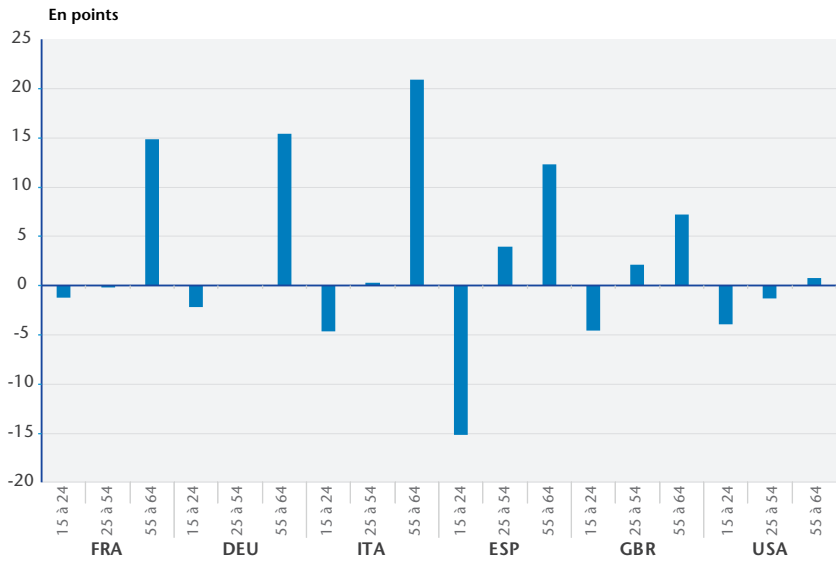
Les évolutions des marchés du travail dans les pays développés ont été fortement marquées par la crise et ses conséquences en termes de destructions d'emplois, de montée du chômage et de montée de l'emploi précaire. La montée plus ou moins durable du chômage et celle de la précarité ont aussi accentué les hétérogénéités entre les pays. Celles-ci portent notamment sur l'évolution des comportements d'activité, l'ajustement de la durée du travail, l'évolution de l'emploi précaire.

La crise a également eu pour conséquences une poursuite et un approfondissement des réformes dont l'objectif est la flexibilité accrue du marché du travail. Celle-ci et l'intensification de la précarité ont pu ainsi concourir à relâcher les liens entre chômage et évolution des salaires : la nature du chômage a évolué, avec la montée du lien marginal à l'emploi et du sous-emploi ; la montée de la part de l'emploi précaire a pu affaiblir le pouvoir de négociation des salariés.

La baisse du chômage en UE qui a suivi la double récession de 2008-2009 et 2011-2012 a été freinée par la hausse des taux d'activité dans la plupart des pays européens (voir encadré). Cette hausse, qui touche principalement les travailleurs âgés de 55 ans et plus, est en grande partie la conséquence des réformes des systèmes de retraite visant à allonger la durée de carrière des individus et à repousser l'âge de départ à la retraite (graphique 2). Elle est aussi le fruit de la hausse de la participation des femmes au marché du travail (graphique 3).

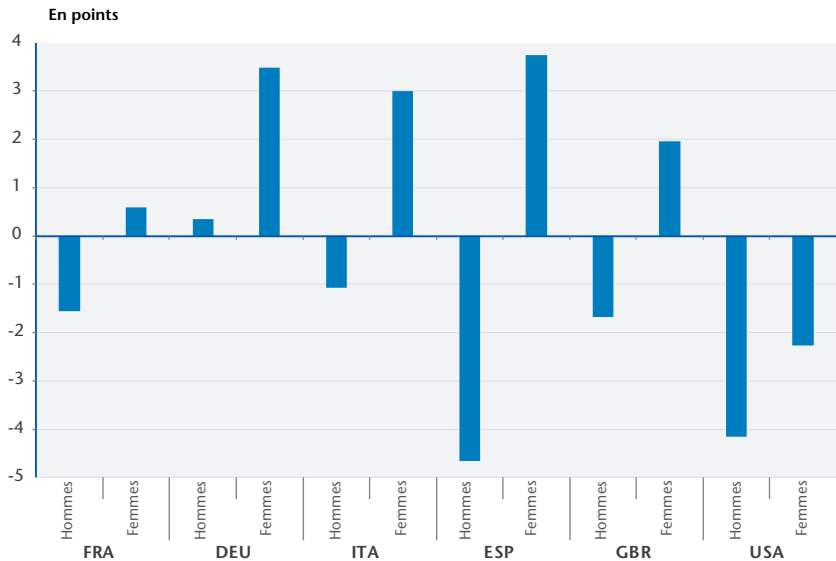
La hausse des taux d'activité s'est également accompagnée de changements structurels et parfois divergents quant au fonctionnement des marchés du travail (tableau 1). En zone euro, le taux d'emploi a légèrement augmenté entre 2007 et 2017 (+0,9 point). Mais cette relative stabilité masque des divergences notables : légère hausse du taux d'emploi en Allemagne, stabilité en France, baisse prononcée en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal. Le recours au temps partiel a également augmenté, mais de manière bien plus marquée en Autriche, Grèce, Espagne, Irlande, Italie et Pays-Bas. L'emploi temporaire a augmenté en France, en Italie et aux Pays-Bas, quand il a fortement baissé en Espagne et dans une moindre mesure en Allemagne. Enfin, l'emploi temporaire a surtout progressé chez les 15-24 ans, excepté en Allemagne et en Autriche.

Graphique 2. Variation du taux d'activité par âge entre 2007 et 2017



Source : OCDE.

Graphique 3. Variation du taux d'activité hommes-femmes entre 2007 et 2017



Source : OCDE.

Tableau 1. Évolution du marché du travail en Europe, aux États-Unis et au Japon entre 2007 et 2017 – 15-64 ans

Variation...	... du taux d'activité depuis 2007	... du taux d'emploi depuis 2007	... du taux d'emploi à temps partiel depuis 2007	... du pourcentage d'emplois temporaires depuis 2007*	... de la part d'emplois en CDD depuis 2011**	... du pourcentage d'emplois précaires depuis 2008*
UE 28	2,9	2,4	1,9	-0,3	0,4	0,1
EUZ	2,3	0,9	3	-0,3	0,6	0,3
DEU	0,9	1,1	2,6	1,8	0,7	1,1
AUT	-1,3	-2,8	2,3	3,9	4,0	0,2
BEL	2,6	6,2	1,5	-1,8	-1,4	-0,3
DNK	-3	-4,1	2,2	-0,3	-1,7	0,4
ESP	1,8	-7,4	4,3	0,4	-0,4	0,2
FIN	2,1	-4,7	3,5	-4,8	1,4	0,2
FRA	1,8	0,4	1	1,7	2,3	0,3
GRC	3	-0,6	5,1	2,3	2,1	1,2
IRL	1,2	-0,2	3,5	3,8	3,8	0,1
ITA	2,9	2,3	5,9	0,4	-0,3	0
NLD	0,8	0,2	0	-0,3	0,0	1,8
PRT	1,1	-0,3	1,7	-0,1	0,7	0,6
SWE	3,4	2,7	-0,9	-1,1	-0,1	-1,3
GBR	2,1	2,6	0,8	-0,1	-0,3	0
USA	-2,0	-1,7	nd	nd	nd	nd
JPN	3,9	4,6	3,6	-6,9	nd	nd

* En pourcentage de l'emploi salarié total. ** En pourcentage de l'emploi total. nd : non disponible.
Source : Eurostat.

Ces évolutions – hausse de la précarité, des CDD courts, du temps partiel – en zone euro ont pu peser sur le lien entre chômage et salaire, affaiblissant la relation entre la baisse du chômage et la hausse attendue des salaires qui devrait en résulter. La prédominance des réformes du marché du travail allant dans le sens d'un affaiblissement des contraintes portant sur la fixation des salaires pour les employeurs dans la plupart des pays de la zone euro a également pu affaiblir le pouvoir de négociation des salariés, freinant ainsi les évolutions salariales, tout comme la hausse de la part des nouveaux employés (conséquence de la reprise économique) au salaire plus faible¹.

1. Voir Verdugo G. (2017).

Encadré 1. Taux d'activité et durée du travail : des impacts différenciés sur le taux de chômage

La plupart des pays européens ont, au cours de la crise, réduit plus ou moins fortement la durée effective de travail (tableau 2), *via* des dispositifs de chômage partiel, la réduction des heures supplémentaires ou le recours aux comptes épargne-temps, mais aussi *via* le développement du temps partiel (particulièrement en Italie et en Espagne), notamment le temps partiel subi. L'évolution favorable du chômage américain s'explique quant à elle en partie par une baisse importante du taux d'activité.

En approximant qu'une hausse d'un point du taux d'activité entraîne, à emploi constant, une hausse du taux de chômage (de près d'un point), il est possible de mesurer l'impact de ces ajustements (durée du travail et taux d'activité) sur le chômage, en calculant un taux de chômage à emploi constant et contrôlé de ces ajustements. Excepté aux États-Unis, les pays étudiés ont connu une augmentation de leur population active (actifs occupés + chômeurs) plus importante que celle observée dans la population générale, du fait entre autres des réformes des retraites menées. Mécaniquement, sans création d'emploi, ce dynamisme démographique a pour effet d'accroître le taux de chômage des pays concernés.

Si le taux d'activité s'était maintenu à son niveau de 2007, le taux de chômage serait inférieur de 2,5 points en France, de 3,4 points en Italie et de 2,1 points au Royaume-Uni (graphique 4). Par contre, sans la contraction importante de la population active américaine, le taux de chômage aurait été supérieur de plus de 3,2 points à celui observé mi 2018. Il apparaît également que l'Allemagne a connu depuis la crise une baisse importante de son chômage alors même que son taux d'activité croissait. À taux d'activité inchangé, le taux de chômage allemand serait de ... 0,9 %. Il reste que les évolutions des taux d'activité résultent aussi de facteurs démographiques structurels si bien que l'hypothèse d'un retour vers les taux de 2007 est arbitraire. Pour les États-Unis, une partie de la baisse du taux d'activité s'explique par l'évolution de la structure de la population. Aussi, le chiffre de sous-emploi – mesuré par le taux de chômage qui prévaudrait si le taux d'activité retrouvait son niveau de 2007 – peut être considéré comme un majorant de la situation réelle du marché du travail.

Concernant la durée du travail, les enseignements semblent bien différenciés. Il apparaît que si la durée du travail avait été maintenue dans l'ensemble des pays à son niveau d'avant-crise, le taux de chômage aurait été supérieur de 3,4 points en Allemagne et de 3 points en Italie. En France, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, le temps de travail n'a que faiblement évolué depuis la crise. À durée du travail identique à celle de 2007, le taux de chômage aurait été très légèrement supérieur au Royaume-Uni et aux États-Unis, et très légèrement inférieur en France et en Espagne.

Notons que les évolutions à la baisse de la durée du travail ont largement précédé la crise économique de 2007. Si l'Allemagne a prolongé la dyna-

mique à l'œuvre avant la crise et si l'Italie l'a largement accentuée, la France, l'Espagne et les États-Unis ont continué à réduire leur durée du travail mais de façon beaucoup moins marquée. Le Royaume Uni a quant à lui interrompu la baisse du temps de travail entamé avant 2007.

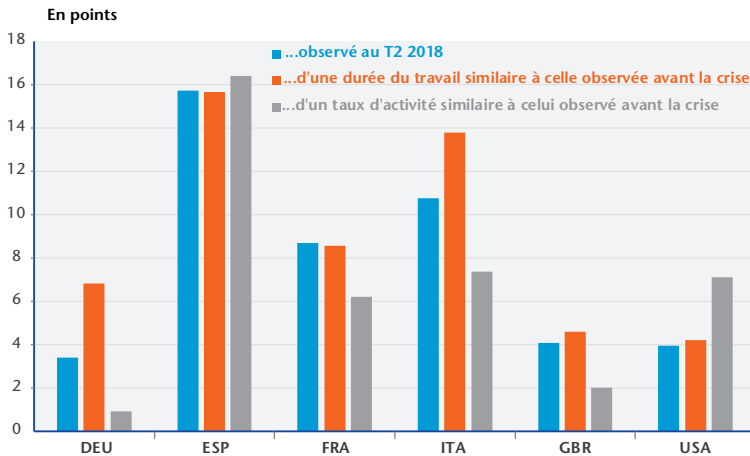
Tableau 2. Évolutions du nombre d'heures travaillées avant et après la crise de 2007

En %

	DEU	ESP	FRA	ITA	GBR	USA
1997-2007	-5,3	-2,4	-4,0	-2,9	-3,5	-2,6
2007-2017	-5,4	-1,2	-1,6	-5,7	0,0	-0,6

Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

Graphique 4. Taux de chômage observé au T2 2018 et taux de chômage sous l'hypothèse ...



Source : Comptabilités nationales, calculs OFCE.